

Crest, le 21 octobre 2016

Direction Générale des Services  
Affaire suivie par Corinne MEUVRET  
☎ 04 75 76 61 18  
Nos réf. : DGS/CM/BC – 2016/565

Madame, Monsieur le Conseiller municipal,

Le Conseil municipal est convoqué le :

**Vendredi 28 octobre 2016 à 20 h 30**  
**Salle Max TABARDEL**  
(3<sup>ème</sup> étage de la Mairie).

Recevez, Madame, Monsieur le Conseiller municipal, l'expression de mes salutations distinguées.



Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

**ORDRE DU JOUR**

**- Voir liste ci-jointe -**

**NOTE RELATIVE AUX PROCURATIONS**

En cas d'impossibilité, je vous rappelle que vous avez la faculté de donner procuration à un autre membre du Conseil Municipal au moyen de la formule au dos. Pour assurer le respect des règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales\*, il y aura lieu, toutefois, de vous assurer que le Conseiller choisi n'est pas titulaire d'une autre procuration.

*\*Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2121.20*

*Un Conseiller Municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.*

*Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.*

## CONSEIL MUNICIPAL DU 28 OCTOBRE 2016

### ORDRE DU JOUR

- 1 - Installation d'un Conseiller municipal
- 2 - Modifications des commissions municipales
- 3 - Nomination d'un administrateur au CCAS
- 4 - Désignation d'un membre au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour
- 5 - Débat d'orientation budgétaire
- 6 -Présentation du troisième volet de l'Agenda 21
- 7 - Attribution de subventions
  - à l'*Institut d'Etudes Occitanes*
  - au *8 Fablab Drôme*
- 8 - Approbation de la convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » relative au soutien et au développement des activités cinématographiques et culturelles sur la commune et attribution d'une subvention de fonctionnement
- 9 - Transfert de la compétence Schéma de Cohérence Territoriale au Syndicat Mixte de Développement de la Vallée de la Drôme
- 10 - Transfert de compétence en matière économique-absence de voirie d'intérêt communautaire
- 11 - Numérotation métrique de voies communales
- 12 - Cession d'une partie de l'ancienne caserne des pompiers à Monsieur Martial DUVERT
- 13 - Indemnités de conseil allouées au Trésorier
- 14 - Personnel communal : Recrutement d'un agent contractuel

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 28 OCTOBRE 2016**

### **NOTE DE SYNTHESE**

#### **1 - INSTALLATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL**

Suite à la démission de Madame Michèle LENNON du Conseil municipal, le 14 octobre 2016, il convient d'installer un nouveau Conseiller municipal, aux termes de l'article 270 du Code électoral. Le Conseil municipal procède à l'installation de Monsieur Gilles RHODE en son sein.

#### **2 - MODIFICATIONS DES COMMISSIONS MUNICIPALES**

Suite à la démission de Madame Michèle LENNON du Conseil municipal, le 14 octobre 2016, il est demandé au Conseil municipal d'adopter la modification des représentants du groupe de "L'Alternative pour Crest" au sein des commissions municipales.

#### **3 - NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR DU CCAS**

Suite à la démission de Madame Michèle LENNON du Conseil municipal et du CCAS, le 14 octobre 2016, il convient d'installer un nouvel administrateur du CCAS, aux termes de l'article R 123-9 du Code de l'action sociale et des familles. Le Conseil municipal procède à la nomination d'un nouvel administrateur du CCAS.

#### **4 - DESIGNATION D'UN MEMBRE AU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA REGIE DE LA TOUR**

La démission de Madame Michèle LENNON du Conseil municipal entraîne sa démission au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest en sa qualité de membre élu, il convient de procéder à une nouvelle élection pour compléter cette instance.

#### **5 - DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE**

Le débat d'orientation budgétaire constitue la première étape du cycle budgétaire. Ce débat porte sur les choix budgétaires opérés par la collectivité pour l'année à venir tant en matière de fonctionnement qu'en matière d'investissement. Il doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Pour la 21<sup>e</sup> année consécutive, les taux de la fiscalité communale seront maintenus. Le désendettement reste un objectif important pour la municipalité. Le recours à l'emprunt sera modéré, il sera inscrit à un niveau inférieur au remboursement de l'annuité en capital. Le niveau d'investissement en 2017 restera ambitieux. Les dépenses de fonctionnement seront maîtrisées pour compenser la baisse des dotations de l'Etat.

## **6 - PRESENTATION DU TROISIEME VOLET DE L'AGENDA 21**

Un Agenda 21 a vocation à intervenir dans de nombreux champs de la vie locale : préservation de l'environnement, lutte contre les inégalités, défense de la santé, de l'économie, développement du lien social... Il donne un cadre de référence à la collectivité pour agir à court, moyen et long terme. Les valeurs et recommandations du développement durable inspirent l'Agenda 21 de Crest.

Depuis 2006, il permet de coordonner un ensemble d'actions dans une approche globale et continue, en mutualisant les moyens et les compétences de chacun, dans une logique de coopération.

Cette démarche, vivante et évolutive, est aussi le reflet de la situation locale, de ses acteurs et de leurs attentes.

Le troisième volet de l'Agenda 21 est présenté devant l'assemblée délibérante.

## **7 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES**

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation économique, sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder :

-une subvention de 1000 € à l'Institut d'Etudes Occitanes pour l'édition de leur ouvrage.

-une subvention de 200 € au 8 Fablab Drôme pour l'organisation du premier Hackathon du département.

## **8 - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SCOP-ARL « LE NAVIRE » RELATIVE AU SOUTIEN ET AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS CINÉMATOGRAPHIQUES ET CULTURELLES SUR LA COMMUNE ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Le cinéma Eden s'attache à promouvoir une diffusion cinématographique de qualité. Afin de préserver la diversité de l'offre cinématographique et assurer le maintien des activités cinématographiques et culturelles sur la commune, il est proposé de conclure une convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire ».

En contrepartie, de la mise à disposition de la salle théâtre à la commune, à raison de 20 soirées par an, hors vacances scolaires, et de 10 matinées à l'usage des associations, il est proposé d'allouer à la SCOP-ARL « Le Navire » une subvention d'un montant de 23 000 € afin de lui permettre d'assurer les missions définies dans la convention de partenariat.

## **9 - TRANSFERT DE LA COMPETENCE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL AU SYNDICAT MIXTE DE LA VALLEE DE LA DRÔME**

La Communauté de communes du Crestois et du pays de Saillans par délibération du Conseil communautaire du 28 septembre 2016 a voté le transfert de la compétence Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) au Syndicat Mixte de Développement de la Vallée de la Drôme (SMDVD).

Le Conseil municipal de la Ville de Crest doit se prononcer sur l'autorisation de transférer au SMDVD la compétence SCoT.

## **10 - TRANSFERT DE COMPÉTENCE EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE-ABSENCE DE VOIRIE D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE**

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République prévoit le transfert obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, de l'ensemble des zones d'activité économique. En l'absence de zone strictement d'activité sur le territoire de la Ville de Crest, le Conseil municipal prend acte qu'aucune voirie n'est d'intérêt communautaire et ne sera transférée à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

## **11 - NUMEROTATION METRIQUE DE VOIES COMMUNALES**

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L. 2213-28 du Code général des collectivités territoriales.

Afin de faciliter le repérage, le travail des préposés de la Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, il convient d'identifier clairement les adresses d'immeubles de plusieurs voies communales et de procéder à leur numérotation.

Le Conseil municipal doit se prononcer sur le système de numérotation métrique de plusieurs voies de la communales.

## **12 - CESSION D'UNE PARTIE DE L'ANCIENNE CASERNE DES POMPIERS A MONSIEUR MARTIAL DUVERT**

Dans le cadre de la réalisation d'un centre d'arts dans l'ancienne caserne des pompiers, la ville de Crest souhaite bâtir un partenariat avec un galeriste local Monsieur Martial DUVERT, en lui en cédant une partie. L'objectif de cette cession est de permettre l'aménagement d'une galerie d'art par Monsieur Martial DUVERT.

Le Conseil municipal est invité à donner son accord à la cession à Monsieur Martial DUVERT, d'une partie de l'ancienne caserne des pompiers, située avenue Agirond.

## **13 - INDEMNITE DE CONSEIL AU TRESORIER MUNICIPAL RELATIVE A LA GESTION DU BUDGET DE LA COMMUNE ET DU BUDGET DE LA REGIE DE LA TOUR**

Une indemnité de conseil peut être allouée au comptable du Trésor, exerçant les fonctions de receveur municipal et autorisé à fournir aux collectivités territoriales des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, financière et comptable.

Compte tenu des fonctions exercées et de l'aide apportées par le receveur municipal de Crest, il est proposé d'attribuer une indemnité de conseil à Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER pour la gestion du budget de la commune et pour la gestion du budget de la Régie de la Tour, et d'en fixer le montant.

## **14 - PERSONNEL COMMUNAL : RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL**

Le départ du Directeur de la Culture nécessite la mise en œuvre d'une procédure de recrutement.

Ce poste relevant de la filière administrative est laissé vacant. Il est proposé le recrutement d'un agent contractuel sur un poste d'attaché territorial à temps complet.

<b>INSTALLATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL</b>
---

Le rapporteur indique à l'assemblée que suite à la démission de Madame Michèle LENNON de son mandat de Conseillère municipale, le 14 octobre 2016, il convient en application de l'article L.270 du Code électoral, d'installer Monsieur Gilles RHODE, candidat issu de la même liste et suivant le dernier élu, en qualité de Conseiller municipal.

Le Conseil municipal procède à l'installation de Monsieur Gilles RHODE comme Conseiller municipal de la Ville de Crest.

Le Conseil municipal,

Vu l'article L.270 du Code électoral ;

Vu l'élection du 23 mars 2014 ;

Vu la démission de Madame Michèle LENNON du Conseil municipal le 14 octobre 2016 ;

Considérant que Madame Michèle LENNON était Conseillère municipale ;

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement au sein de l'assemblée délibérante ;

PREND acte de la démission de Madame Michèle LENNON.

INSTALLE Monsieur Gilles RHODE comme Conseiller municipal de la Ville de Crest.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<b>MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES</b>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que Madame Michèle LENNON a démissionné du Conseil municipal le 14 octobre 2016, laissant vacantes les places qu'elle occupait au sein des commissions municipales.

Il est donc proposé à l'assemblée de modifier la représentation du groupe "L'Alternative pour Crest" au sein de ses commissions municipales.

Le Conseil municipal,

Vu l'article L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les conditions de création des commissions municipales ;

Vu la délibération du 11 avril 2014 portant constitution des commissions municipales ;

Vu la délibération du 23 septembre 2016 portant modification des commissions municipales ;

Vu la démission de Madame Michèle LENNON du Conseil municipal, en date du 14 octobre 2016 ;

Considérant que Madame Michèle LENNON siégeait ou était suppléante dans plusieurs de ces commissions ;

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement au sein de ces commissions ;

Considérant qu'il convient de respecter le principe de la représentation proportionnelle au sein de ces commissions ;

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de modifier la représentation dans les commissions municipales énumérées ci-dessous,

FIXE le nombre de membres de chaque commission,

DESIGNE un membre suppléant de la majorité municipale et des minorités pour chaque commission,

PROCEDE à la désignation des membres des commissions municipales

**Commission « Affaires sociales, santé, personnes âgées, insertion » - membres**

*Titulaires*

- Anne-Marie CHIROUZE	- Jean-Marc MATTRAS
- Yvan LOMBARD	- Danielle LOMBARD
- Catherine ANTON	- Loïc REYMOND
- Samuel ARNAUD	
- Gilles RHODE	

*Suppléants*

- Jean-Pierre POINT
- Alain BÂTIE
- François BOUIS

**Commission « Budget » - membres**

*Titulaires*

- Anne-Laure BOUTEILLE
- Audrey CORNEILLE
- Gisèle CELLIER
- Loïc GUICHARD
- François BOUIS

- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Yvan LOMBARD

*Suppléants*

- Serge INCHELIN
- Samuel ARNAUD
- Gilles RHODE

**Commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » - membres**

*Titulaires*

- Audrey CORNEILLE
- Gilles BON
- Caryl FRAUD
- Hélène BERTAU
- François BOUIS

- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Danielle BORDERES

*Suppléants*

- Sylvain COLARDELLE
- Samuel ARNAUD
- Gilles RHODE

**Commission « Education, Jeunesse et Culture » - membres**

*Titulaires*

- Jean-Marc MATTRAS
- Nhàn NGUYEN HUU
- Valérie ROCHE
- Hélène BERTAU
- Gilles RHODE

- Caryl FRAUD
- Danielle BORDERES
- Romain GIRAUD

*Suppléants*

- Korotimi BONNEFON CRAPONNE
- Samuel ARNAUD
- François BOUIS

**Commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » - membres**

*Titulaires*

- Romain GIRAUD
- Jean-Marc MATTRAS
- Danielle LOMBARD
- Alain BÂTIE

- Céline GEORGEON
- Yvan LOMBARD
- Laurent BOEHM

*Suppléants*

- Anne-Marie CHIROUZE
- Hélène BERTAU

**Commission « Urbanisme et Habitat » - membres**

*Titulaires*

- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Danielle BORDERES
- Alain BÂTIE
- François BOUIS

- Audrey CORNEILLE
- Céline GEORGEON
- Loïc REYMOND

*Suppléants*

- Serge INCHELIN
- Hélène BERTAU
- Gilles RHODE



**Commission « Vie associative et Sport » - membres**

*Titulaires*

- Caryl FRAUD
- Jean-Marc MATTRAS
- Yvan LOMBARD
- Samuel ARNAUD
- Gilles RHODE

- Jean-Pierre POINT
- Gisèle CELLIER
- Loïc REYMOND

*Suppléants*

- Nhàn NGUYEN HUU
- Alain BÂTIE
- François BOUIS

**Commission « Vie des quartiers, Sécurité » - membres**

*Titulaires*

- Béatrice REY
- Laurent BOEHM
- Catherine ANTON
- Jean-Pierre POINT
- Loïc GUICHARD

- Yvan LOMBARD
- Serge INCHELIN
- Korotimi BONNEFON CRAPONNE

*Suppléants*

- Jean-Marc MATTRAS
- Alain BÂTIE

PRECISE que les adjoints et conseillers délégués sont membres de droit de chaque commission qui relève de leur compétence.

INDIQUE que ces commissions seront convoquées par le Maire, qui en est le président de droit ou par leur vice-président qui pourra les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

<b>NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR AU CCAS</b>
---

Le rapporteur informe l'assemblée que la démission de Madame Michèle LENNON du Conseil municipal, entraîne la démission de ses fonctions de représentant de la commune de Crest au sein du Centre Communal d'Action Sociale de Crest (CCAS).

Il convient donc d'attribuer le siège laissé vacant au CCAS.

Aux termes de l'alinéa 1 de l'article R 123-9 du Code de l'action sociale et des familles, *"Le ou les sièges laissés vacants par un ou des conseillers municipaux, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus dans l'ordre de la liste à laquelle appartiennent le ou les intéressés."*

En l'espèce, Monsieur François BOUIS figure en deuxième position sur la liste présentée par le groupe "L'Alternative pour Crest" lors de l'élection des membres du CCAS le 11 avril 2014.

Il convient donc de nommer Monsieur François BOUIS comme administrateur du CCAS.

Le Conseil municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-10 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 123-6 et R. 123-9 ;

Vu la délibération du 11 avril 2014 portant élection des représentants de la ville au sein du CCAS ;

Vu la démission du Conseil municipal de Madame Michèle LENNON en date du 14 octobre 2016 ;

Considérant que Madame Michèle LENNON était administrateur du CCAS ;

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement au sein du CCAS ;

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la nomination de Monsieur François BOUIS comme administrateur du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Crest.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;"><b>DESIGNATION D'UN MEMBRE AU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA REGIE DE LA TOUR</b></p>
--

Le rapporteur annonce à l'assemblée que la démission de Madame Michèle LENNON du Conseil municipal entraîne sa démission au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest en sa qualité de membre élu.

Le Conseil municipal doit élire un membre du Conseil municipal au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest pour compléter cette instance.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Régie de la Tour de Crest,

Considérant que le Conseil d'exploitation est composé de vingt-et-un membres désignés par le Conseil municipal sur proposition du Maire,

Considérant que onze membres doivent être issus du Conseil municipal, les dix autres membres étant choisis parmi les personnes ayant acquis, de part leur expérience des affaires, de l'administration, de la vie associative ou de leur profession, une compétence particulière leur permettant d'émettre des avis utiles relatifs à l'accomplissement de la mission confiée à la Régie de la Tour de Crest,

Considérant la démission de Madame Michèle LENNON, membre du Conseil d'exploitation au titre des membres élus,

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement,

Après en avoir délibéré,

DESIGNE XXXX membre du Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest au titre des membres élus.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

<b>DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE</b>
---------------------------------------

Le débat d'orientation budgétaire s'est déroulé en présence des membres présents.

Les termes du débat ont été transcrits sur le registre des délibérations du Conseil municipal.

Fait par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;"><b>DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2017</b> <b>NOTE DE SYNTHESE</b></p>
---

Le débat d'orientation budgétaire constitue la première étape du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Ce débat permet de rendre compte de la gestion de la ville. Il porte sur les choix budgétaires opérés par la collectivité pour l'année à venir, tant en matière de fonctionnement qu'en matière d'investissement.

Pour 2017, et ce pour la 21ème année consécutive, les taux de la fiscalité communale seront maintenus sur les mêmes bases que 2016, avec une augmentation dynamique des bases.

Le désendettement reste un objectif important pour la municipalité. Le recours à l'emprunt sera modéré, il sera inscrit à un niveau inférieur au remboursement de l'annuité en capital de l'année 2017. L'encours de la dette du budget général par habitant au 1er janvier 2015 de 1 391 €, au 1er janvier 2016 de 1 353 €, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, il serait de 1 342 €.

Les dépenses de la section de fonctionnement seront maîtrisées, notamment pour compenser la baisse des dotations de l'Etat.

Le niveau des investissements, en 2017, restera ambitieux.

Comme par le passé, l'amélioration du cadre de vie des Crestois sera renforcée :

- poursuite des travaux d'aménagement de voiries
- soutien à la rénovation des façades et poursuite de la révision du Plan Local d'Urbanisme
- engagement des études techniques pour la passerelle piétons et vélos sur le pont Frédéric Mistral
- étude pour l'aménagement du quartier de la Gare
- étude pour la lutte contre les inondations ruisseaux des Gardettes et de Saleine

Par ailleurs, en ce qui concerne la gestion de notre patrimoine, nous proposerons des travaux de pérennisation : travaux d'aménagement du centre d'art, sécurisation des entrées des écoles, entretien de la voirie communale, travaux d'accessibilité, chantier de restauration de venelles

Tout sera mis en oeuvre pour maintenir la qualité des moyens dédiés aux services à la population : poursuite de l'aménagement des rythmes scolaires, animations dans les quartiers...

Dans le cadre d'une prospective pluriannuelle des investissements de la ville, les principaux axes d'opération proposés sont :

- les travaux liés à la lutte contre les inondations
- la réalisation en partenariat avec le Conseil Départemental d'une passerelle piétonne et cycliste sur le pont Frédéric Mistral
- l'aménagement du quartier de la Gare en relation avec les travaux de réhabilitation du lycée Armorin

La vigilance de l'assemblée municipale portera, malgré l'ambition de ce programme pluriannuel sur la poursuite du désendettement de la ville, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le maintien des taux d'imposition de la fiscalité locale.

<b>PRESENTATION DE L'AGENDA 21</b>
------------------------------------

La présentation du troisième volet de l'Agenda 21 s'est déroulée en présence des membres présents.

Fait par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'INSTITUT D'ETUDES OCCITANES</b></p>
---

Le rapporteur fait part à l'assemblée de la récente publication par l'Institut d'Études Occitanes, d'une réédition d'un ouvrage du poète cretois Roch Grivel, *La Carcavelada*, écrit au XIX<sup>e</sup> siècle, consacré à la vie quotidienne du quartier Carcavel de Crest.

L'ouvrage comporte une introduction avec une biographie de l'auteur, des informations sur la langue occitane et une présentation du texte. La réédition des textes occitans, la mise en page ainsi que les traductions françaises ont été faites par Christian ESPINAS avec le soutien de l'Institut d'Études Occitanes.

L'Institut d'Etudes Occitanes sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'aider à financer l'édition de cet ouvrage.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1611-4,

Vu la délibération du 11 Décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'Institut d'Etudes Occitanes afin de les aider à financer l'édition de cet ouvrage.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif et touristique de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 27 octobre 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'Institut d'Etudes Occitanes d'un montant de 1000 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député- Maire de Crest

<p align="center"><b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU 8 FABLAB DRÔME</b></p>
--

Le rapporteur informe l'assemblée que le 8 Fablab Drôme organise le premier Hackathon du département dont le thème est "mon objet connecté" qui aura lieu les 16, 17 et 18 décembre 2016.

Cet événement est organisé avec des partenaires professionnels ainsi quatre écoles (Ecole d'art et design, l'ESISAR, l'IUT Valence, le Lycée Saint-louis).

Le Hackathon est une manifestation sur plusieurs jours où des hackers au sens large (étudiants, développeurs, designers, artistes, entrepreneurs ...) se réunissent pour imaginer des solutions autour d'un thème. Les meilleurs projets et les plus aboutis sont récompensés après une démonstration et un passage devant un jury.

L'ensemble de l'événement aura lieu à Crest, au 8 Fablab et au Lycée Saint-Louis pour ce qui concerne la soirée de clôture.

Le 8 Fablab Drôme sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'aider à financer le Hackathon.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1611-4,

Vu la délibération du 11 Décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention du 8 Fablab Drôme afin de les aider à la réalisation du premier Hackathon.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif et touristique de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 27 octobre 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle au 8 Fablab Drôme d'un montant de 200 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député- Maire de Crest

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SCOP-ARL « LE NAVIRE » RELATIVE AU SOUTIEN ET AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS CINÉMATOGRAPHIQUES ET CULTURELLES SUR LA COMMUNE ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le cinéma EDEN est un établissement de trois salles, classées « Art et Essai ».

Afin de préserver la diversité de l'offre cinématographique et assurer le maintien des activités cinématographiques et culturelles sur la commune, il est proposé de conclure une convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire », qui s'est engagée sur le projet cinématographique suivant :

- Garantir la diffusion du cinéma d'auteur,
- Elargir et diversifier le public notamment en développant des horaires adaptés aux pratiques actuelles des spectateurs,
- Participer au rayonnement de la ville au travers de collaborations avec les grandes manifestations qui s'y déroulent,
- Maintenir la programmation enfance,
- Eduquer les publics et surtout les jeunes publics en renforçant la programmation de grands films du répertoire,
- Multiplier les échanges avec les spectateurs et les associations de spectateurs,
- Mettre à disposition de la commune la salle théâtre, à raison de 20 soirées par an et ce, à titre gratuit afin que la commune puisse développer son offre culturelle ou proposer des conférences débats, hors vacances scolaires.
- Mettre à disposition de la commune la salle théâtre, dans l'intérêt exclusif d'associations à but non lucratif ou d'organismes publics de la commune, à raison de 10 matinées de 8 h à 13 h, hors périodes de fermeture éventuelle du cinéma EDEN.

Le Code Général des Collectivités Territoriales autorise le financement d'entreprises exploitant des cinémas dans la limite d'une subvention annuelle de 30 % du chiffre d'affaires de l'établissement toutes aides des collectivités locales confondues. Pour ce faire, le cinéma doit réaliser en moyenne hebdomadaire moins de 7 500 entrées ou être classé "Art et Essai". Le cinéma EDEN répond à ces deux conditions en étant à la fois classé "Art et Essai" et en réalisant en moyenne 64 000 entrées annuelles.

Les textes disposent également qu'une convention doit obligatoirement être conclue entre l'exploitant et la commune. Cette convention fixe notamment l'objet de l'aide et en particulier les objectifs correspondants au projet cinématographique ainsi que le montant et les modalités de l'aide accordée.

Il est donc proposé au Conseil municipal de signer une convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » afin de maintenir et développer les activités cinématographiques et culturelles sur la commune et d'allouer une subvention de 23 000 € au titre de l'année 2017 pour répondre aux missions qui lui sont confiées.

Le Conseil municipal,

Vu la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique, dite "Loi Sueur",

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2251-4 et R. 1511-41 et suivants,

Vu la convention de mise à disposition du 18 mars 1996 avec la SARL « Le Navire » relative à la mise à disposition des salles de l'Eden, 10 matinées.

Vu le projet de convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » relative au soutien et au développement des activités cinématographiques et culturelles sur la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 27 octobre 2016,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » relative au maintien et au développement des activités cinématographiques et culturelles sur la commune,

DECIDE d'accorder une subvention de fonctionnement à la SCOP-ARL « Le Navire » d'un montant de 23 000 € pour l'exercice 2017,

AUTORISE M. le Maire à signer ladite convention telle que prévue aux articles L 2251-4 et R 1511-41 du Code Général des Collectivités Territoriales, et tout document s'y rapportant.

Les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget primitif 2017 de la commune, article 6574.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



**CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE  
AU SOUTIEN ET AU DÉVELOPPEMENT DES  
ACTIVITÉS CINÉMATOGRAPHIQUES ET CULTURELLES**

**ENTRE**

La Ville de CREST, représentée par son Maire, Hervé MARITON, en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 28 octobre 2016,

*d'une part,*

**ET**

La SCOP-ARL « Le Navire », dont le siège social est situé au 2 Bd Gambetta à Aubenas (07200), et représentée par .....

*d'autre part,*

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :**

La commune de Crest a consenti un bail administratif à la SCOP-ARL « Le Navire » le 2 mai 2000 d'une durée de 20 ans qui prendra fin le 1<sup>er</sup> mars 2020, pour un tènement à usage de salles de cinéma, théâtre et spectacles, situé au 2 Quai Bérangier de la Blache à Crest (26400).

La SCOP-ARL « Le Navire » est un établissement de trois salles, classées « Art et essai ». En 2009, la grande salle a été équipée en numérique et ce, afin que le cinéma reste attractif et moderne.

La SCOP-ARL « Le Navire » sollicite des financements publics afin de préserver la diversité de l'offre cinématographique de la ville de Crest et assurer le maintien de l'activité sur la commune.

Le Code général des Collectivités Territoriales autorise le financement d'entreprises exploitant des cinéma dans la limite de 30 % du chiffre d'affaires de toutes aides confondues, pour les salles dont la fréquentation hebdomadaire ne dépasse pas 7500 entrées.

La SCOP-ARL « Le Navire » satisfait aux conditions posées par le Code Général des Collectivités Territoriales et peut faire l'objet d'une aide de la ville.

La présente convention fixe les droits et obligations de chacune des parties.



### **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention détermine les conditions dans lesquelles la ville apporte son soutien financier à la SCOP-ARL « Le Navire » en application du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **ARTICLE 2 : Conditions d'octroi de la subvention**

Pour obtenir la subvention, la SCOP-ARL « Le Navire » devra fournir :

- Les statuts de l'exploitation et les références des autorisations d'exercice ;
- Une description de l'équipement et de la capacité de l'établissement ;
- Le compte d'exploitation des deux années précédant la demande ;
- Les comptes d'exploitation prévisionnels des deux années suivantes ;
- Un relevé d'informations fourni par le Centre national de la cinématographie et relatif au nombre d'entrées moyen hebdomadaire réalisé par l'ensemble des salles de l'établissement concerné au cours de l'année précédant la demande de subvention ;
- Le projet cinématographique présentant les actions prévues, notamment en matière de programmation en direction de publics déterminés, de formation à la culture cinématographique ou de prospection de nouveaux publics, ainsi que les engagements en matière de politique tarifaire, d'accueil du public ou de travaux d'aménagement.

### **ARTICLE 3 : Projet cinématographique**

La SCOP-ARL « Le Navire » exécutera le projet cinématographique suivant :

- garantir la diffusion du cinéma d'auteur,
- élargir et diversifier le public notamment en développant des horaires adaptés aux pratiques actuelles des spectateurs,
- participer au rayonnement de la ville au travers de collaborations avec les grandes manifestations qui s'y déroulent,
- maintenir la programmation enfance,
- éduquer les publics et surtout les jeunes publics en renforçant la programmation de grands films du répertoire,
- multiplier les échanges avec les spectateurs et les associations de spectateurs.

La SCOP-ARL « Le Navire » s'engage à mettre à disposition de la commune la salle théâtre, à raison de 20 soirées par an et ce, à titre gratuit, afin qu'elle puisse en partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » développer son offre culturelle (spectacles saison culturelle, répétitions, retransmissions d'opéra, séances « Connaissance du Monde ») ou proposer des conférences débats.

La SCOP-ARL « Le Navire » prendra à sa charge la mise à disposition d'un régisseur lors de ces réservations municipales. Toutefois, elle ne fournira pas les équipements spécifiques dont elle n'est pas propriétaire. La commune se chargera alors de réserver à ses frais ledit matériel.

Il est convenu entre les parties que les 20 soirées par an seront organisées en dehors des week-end sauf accord express obtenu de la SCOP-ARL « Le Navire », hors vacances scolaires.

LA SCOP-ARL « Le Navire » s'engage à mettre à disposition de la commune la salle théâtre, dans l'intérêt exclusif d'associations à but non lucratif ou d'organismes publics de la commune, à raison de 10 matinées de 8 h à 13 h, hors périodes de fermeture éventuelle du cinéma EDEN.



#### **ARTICLE 4 : Aide financière**

La commune peut attribuer des subventions à des entreprises existantes ayant pour objet l'exploitation de salles de spectacle cinématographique. Ces subventions ne peuvent être attribuées qu'aux établissements qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 7 500 entrées ou qui font l'objet d'un classement « Art et essai » dans des conditions fixées par décret.

Par année, le montant de subvention accordé par une ou plusieurs collectivités locales ne peut excéder 30 % du chiffre d'affaires de l'établissement, ou 30 % du coût du projet si celui-ci porte exclusivement sur des travaux susceptibles de donner lieu à l'octroi d'un soutien financier.

Au vu des documents transmis par la SCOP-ARL « Le Navire », il s'avère que les entrées sont en moyenne de 64 000 entrées et que l'établissement est classé « Art et essai ».

Compte tenu de ces informations, du projet cinématographique, de la nécessité de maintenir et de redynamiser l'activité du cinéma Art et Essai, la commune de Crest s'engage à attribuer une subvention de fonctionnement de 23 000 € à la SCOP-ARL « Le Navire », montant n'excédant pas 30 % du chiffre d'affaires de l'établissement.

Il sera procédé au versement de la subvention par échéances trimestrielles au titre de l'année 2017 par la commune à la SCOP-ARL « Le Navire » sous réserve de l'engagement de la société à déclarer tout soutien d'autres collectivités, le soutien financier de la commune de Crest étant réduit d'autant ou reversé à la commune, de manière à rester sous le seuil légal des 30 % du chiffre d'affaires.

#### **ARTICLE 5 : Engagement de la SCOP-ARL « Le Navire »**

La SCOP-ARL « Le Navire ». s'engage à mettre en œuvre le projet cinématographique décrit à l'article 3, à fournir les comptes-rendus d'exécution et les décisions d'attribution d'autres subventions. La SCOP-ARL « Le Navire » accepte le principe de rencontres avec les représentants de la ville pour évaluer la mise en œuvre de ces mesures.

#### **ARTICLE 6 : Durée**

Les dispositions de la présente convention s'appliquent à l'exercice 2017.

#### **ARTICLE 7 : Résiliation**

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 8 : Litiges**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

.....  
.....

Fait à Crest, le \_\_\_\_\_

Hervé MARITON  
Député-Maire de CREST

**TRANSFERT DE LA COMPETENCE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL  
AU SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE LA DRÔME**

Le rapporteur rappelle qu'il a été autorisé à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme par délibération du Conseil communautaire en date du 28 septembre 2016 de transférer au Syndicat Mixte de Développement de la Vallée de la Drôme (SMDVD) la compétence Schéma de Cohérence Territorial (SCoT).

Il informe le Conseil municipal que la commune de Crest a été saisi par Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme pour se prononcer, dans les conditions définies par l'article L.5211-18, 2° du Code général des collectivités territoriales (CGCT), sur l'autorisation de transférer au SMDVD la compétence Schéma de Cohérence Territorial.

De plus, l'article L.5214-27 du CGCT précise que la Communauté de communes transfère cette compétence au SMDVD, cette décision est subordonnée à l'accord des Conseils municipaux des communes, membres de la Communauté de communes, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la Communauté.

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme a souhaité, lors de son Conseil communautaire du 28 septembre 2016 transférer la compétence SCoT au « SMDVD » qui a pour objet l'élaboration, l'approbation, le suivi, la modification et la révision du SCoT.

Le Conseil municipal,

Vu les dispositions de la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;

Vu les dispositions de la Loi portant Engagement National pour l'Environnement n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.122-1-1 et suivants relatifs au Schéma de Cohérence Territorial ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.5711-1 et suivant, relatifs aux syndicats mixtes composés d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2015 fixant le périmètre d'élaboration d'un SCoT ;

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 27 octobre 2016,

Considérant que suite à l'arrêté du préfet en date du 16 novembre 2015, le périmètre SCoT retenu concerne les deux communautés de communes suivantes ;

- Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme ;
- Communauté de Communes du Val de Drôme.

Considérant que la définition d'un SCoT permettrait de :

- Préserver le foncier : Mixité sociale et satisfaction des besoins en logements, Consommation foncière et équilibres territoriaux, Equilibre des fonctions à l'échelle des territoires (offre d'emploi qui reste faible par rapport aux populations résidentes), Rénover les centres urbains.
- Respect de la qualité environnementale : Performance énergétique et réduction des gaz à effet de serre (vulnérabilité énergétique des ménages), Protection des ressources naturelles et notamment de l'eau (qualité des cours d'eau), Préservation des continuités écologiques (dans un contexte de développement des espaces urbanisés), Protection des biens et des personnes faces aux risques naturels et technologiques (risque inondation et installations classées et

- SEVESO), Territoires à énergie positive
- Développer l'économie,
  - Protéger les terres agricoles,
  - Favoriser le développement d'un axe Est/Ouest : Maintenir les équilibres et la complémentarité entre les villages ruraux et les communes péri-urbaines.
  - Anticiper les perspectives de croissance démographique : Développement équilibré axé sur les bourgs-centres et les villages ruraux, Habiter au plus près de son lieu de travail

Considérant que transfert de la compétence SCoT de la Communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans au SMDVD est subordonnée à l'accord des Conseils municipaux des communes membres dans les conditions de majorité qualifiée requise par le CGCT et qu'à défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la notification, la décision est réputée favorable.

Après en avoir délibéré,

AUTORISE la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans à transférer la compétence SCoT au Syndicat Mixte de Développement de la Vallée de la Drôme.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député- Maire de Crest

<b>TRANSFERT DE COMPETENCE EN MATIERE ECONOMIQUE- ABSENCE DE VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE</b>
---

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) renforce les compétences des Communautés de communes et d'agglomération. Elle prévoit notamment le transfert obligatoire, à compter du 1er janvier 2017, de l'ensemble des zones d'activité économique (ZAE). Il peut s'agir de zones industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires. Ainsi, il n'est désormais plus possible de définir l'intérêt communautaire de telles zones.

A cet effet, les biens du domaine public, comme la voirie et ses dépendances, l'éclairage public, les parkings, les réseaux divers... peuvent être mis à disposition, à titre gratuit, à la communauté ou faire l'objet d'une cession.

L'article L. 3112-1 du CGPPP dispose que « les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public ».

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3112-1 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la délibération du 12 novembre 2015 ;

Vu l'avis de la commission « Urbanisme et Habitat » en date du 27 octobre 2016 ;

Après en avoir délibéré,

Considérant la dissolution de la ZAC de la Condamine par délibération du 12 novembre 2015.

Considérant qu'en l'absence de zone strictement d'activité sur le territoire de la Ville de Crest, aucune voirie ne possède d'intérêt communautaire.

ACTE qu'en conséquence aucune voirie ne sera transférée à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

## **NUMEROTATION METRIQUE D'IMMEUBLES DE VOIES COMMUNALES**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L. 2213-28 du Code général des collectivités territoriales aux termes duquel "Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles".

Il convient, pour faciliter le repérage, le travail des préposés de la Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses d'immeubles de plusieurs voies communales et de procéder à leur numérotation.

Le Conseil municipal doit se prononcer sur le système de numérotation qu'il souhaite adopter. Il est proposé de retenir le système de numérotation métrique.

Dans le numérotage métrique, les numéros des propriétés (petite habitation, immeuble, établissement, entreprise ...) représentent la distance en mètres séparant le début de la parcelle du début de la voie. Ce système convient plus souvent aux zones peu construites ou en cours d'urbanisation.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-28 et R. 251-6 ;

Vu le Code de la route et notamment l'article L. 411-6 ;

Vu la liste des voies communales devant faire l'objet d'une numérotation métrique ;

Vu l'avis de la commission « Urbanisme et Habitat » en date du 27 octobre 2016 ;

Considérant la nécessité d'effectuer une numérotation d'immeubles de plusieurs voies communales pour faciliter l'adressage des lieux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de procéder à la numérotation métrique des immeubles situés :

- Allée de Fontalis
- Allée des Arbelets
- Allée des Blaches
- Chemin Berthe Juvet
- Chemin Costadon
- Chemin de Beauchouse
- Chemin de Chanterenard
- Chemin de Chauffonde
- Chemin de Divajeu
- Chemin de Graigne
- Chemin de Gueymené
- Chemin de l'Os de Gras
- Chemin de la Chevalerie
- Chemin de la Colline
- Chemin de la Plaine
- Chemin de Leyronat

- Chemin de Malastre
- Chemin de Mazorel
- Chemin de Peyrambert
- Chemin de Pierrefeu
- Chemin de Saint-Ferréol
- Chemin de la Saleine
- Chemin de Saraillon
- Chemin de Vaunaveys
- Chemin des Arbelets
- Chemin des Basses Sétéreés
- Chemin des Blaches
- Chemin des Chanaux
- Chemin des Cigales
- Chemin des Crêtes
- Chemin des Gardettes
- Chemin des Limites
- Chemin des Montchauds
- Chemin des Moyennes Sétéreés
- Chemin des Pivoines
- Chemin des Plantas
- Chemin des Prisonniers
- Chemin des Roches
- Chemin des Taillas
- Chemin du Haut Mazorel
- Chemin du Plateau
- Chemin du Village en Bois
- Chemin Parquet
- Chemin Rostagnon
- Chemin Sainte Catherine
- Impasse de la Plaine
- Impasse de Peyrambert
- Impasse des Arbelets
- Impasse des Blaches
- Impasse des Sétéreés
- Montée de Fontalis
- Montée de Peyrambert
- Montée des Gardettes

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 2158 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p align="center"><b>CESSION D'UNE PARTIE DE L'ANCIENNE CASERNE DES POMPIERS À MONSIEUR MARTIAL DUVERT</b></p>
--

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Crest est propriétaire de la parcelle cadastrée section AN n° 55, située avenue Agirond, de 680 m<sup>2</sup>, sur laquelle est édifiée pour partie l'ancienne caserne des pompiers.

La seconde partie située sur la parcelle cadastrée section AN n°90 est en cours d'acquisition auprès de la SELARL AJ PARTENAIRES.

L'ancienne caserne des pompiers désaffectée a fait l'objet d'une réflexion pour l'aménagement d'un centre d'arts.

Pour concrétiser ce projet, la Ville souhaite bâtir un partenariat avec un galeriste local suivant deux axes :

1- prêt régulier d'une partie de sa collection privée à la ville afin d'enrichir les expositions du centre d'arts,  
2- grâce à sa présence sur les lieux, il garantira un accueil dans le centre d'arts en l'absence de personnel de la ville.

Pour la réalisation de ce centre d'arts, 1/3 du rez de chaussée et de l'étage seront cédés à Monsieur Martial DUVERT. Dans les deux tiers du rez de chaussée restant, la ville aménagera le centre d'arts. La surface de plancher restante du premier étage, propriété de la mairie, sera destinée ultérieurement à une activité en rapport avec le centre d'art.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé de céder le lot n°1 située sur les parcelles cadastrées section AN n° 55 et AN n°90 représentant les 381/1000 des parties communes générales pour un montant de 108 000 € H.T. à Monsieur Martial DUVERT.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable à cette cession.

Le Conseil municipal,

Vu le projet de réalisation d'un centre d'arts en partenariat avec Monsieur Martial DUVERT,

Vu l'avis des services de France Domaine,

Vu l'état descriptif de division en copropriété,

Vu la délibération 2013-87 du 28 juin 2013 autorisant l'acquisition de la parcelle cadastrée section AN n°90,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 27 octobre 2016,

Après en avoir délibéré,

DIT que le lot n°1 :

-est à usage de galerie d'art avec commodités, à aménager sur 2 niveaux, situé sur le côté Ouest de la bâtisse dont l'accès est indépendant et privé depuis la façade Nord ou depuis la montée d'escalier de service situé au Sud et menant directement à l'étage,

-est constitué d'une partie de la parcelle cadastrée section AN n°55 et d'une partie de la parcelle cadastrée section AN n°90.

-comprend les 381/1000 des parties communes générales

DONNE son accord à la cession par la commune du lot n°1 pour un montant de 108 000 € H.T., à Monsieur Martial DUVERT ou à toute personne qui s'y substituerait.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

Commune de CREST ( Drôme )  
Place du Champ de Mars - Cadastre Section AN n° 55 et 90 (acquisition à faire)

## PLAN des INTERIEURS

Niveau ETAGE

Copropriété "de l'Ancienne Caserne"

Echelle 1/100  
Jun 2016  
Dossier 601-2016

Développement Local et Indépendant - non rattaché NGF



Limites d'imposition fiscale (sans valeur juridique)

Commune de CREST ( Drôme )  
Place du Champ de Mars - Cadastre Section AN n° 55 et 90 (acquisition à faire)

## PLAN des INTERIEURS

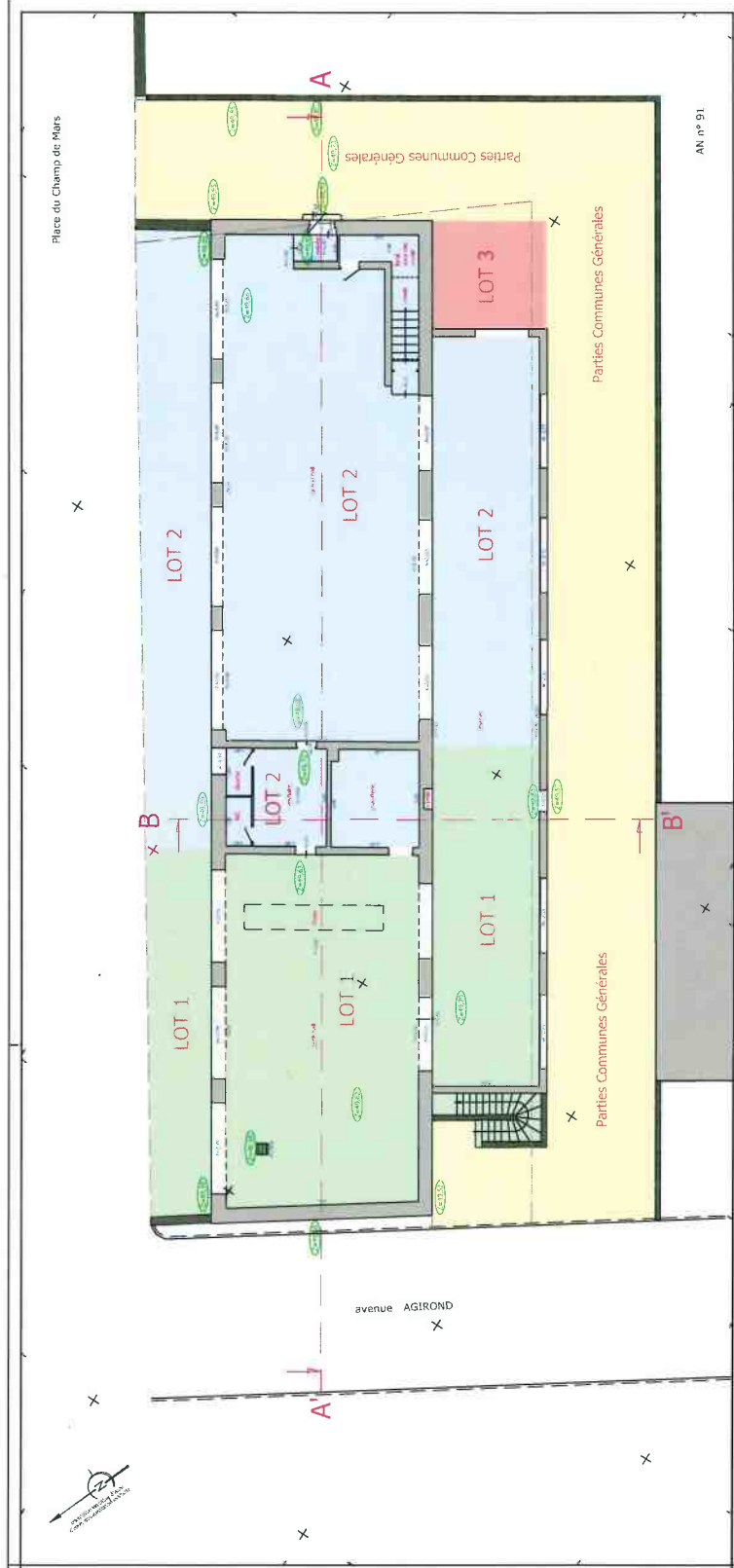
Niveau RDC

Copropriété "de l'Ancienne Caserne"

Echelle : 1/100  
Jun 2016  
Dossier 015-2016

Nivellement Local et indépendant - non rattaché NGF

Limites d'imposition fiscale (sans valeur juridique)



<b>INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUÉE AU TRESORIER POUR LA COMMUNE</b>
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que Madame Sylvie DENNETIERE a cessé ses fonctions le 30 juin 2016 et a été remplacée par Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016. Il convient de fixer les modalités d'indemnisation du Trésorier.

L'arrêté interministériel paru au Journal Officiel du 16 décembre 1983 a défini les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil au trésorier.

Cette indemnité rémunère les prestations de conseil et d'assistance à caractère facultatif, fournies par le comptable en matière budgétaire, économique, financière et comptable, notamment dans les domaines relatifs à :

- l'établissement des documents budgétaires et comptables
- la gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie,
- la gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises
- la mise en œuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières.

Le Conseil municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics, aux agents des services extérieurs de l'État,

Vu le décret n° 2005-441 du 2 mai 2005 relatif aux conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services déconcentrés de l'État ou des établissements publics de l'État et modifiant le décret n°82-979 du 19 novembre 1982,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attributions de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor, chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Vu la délibération 2014-123 du 06 juin 2014, attribuant à Madame Sylvie DENNETIERE l'indemnité de Conseil au Trésorier du Trésor Public de Crest,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 27 octobre 2016,

CONSIDERANT que Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER a succédé à Madame Sylvie DENNETIERE à compter du 1er juillet 2016 au poste de Trésorier de la Trésorerie de Crest,

CONSIDERANT, l'accord de Véronique MAZEYRAT-PASQUIER sur l'ensemble des prestations de conseils et d'assistance,

Après en avoir délibéré,

ABROGE la délibération 2014-123 du 06 juin 2014, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016,

PROPOSE d'attribuer à Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER, Trésorière de la Trésorerie de Crest, ayant donné son accord sur l'ensemble de ces prestations ci-dessus désignées, l'indemnité de conseil selon les termes de l'article 4 de l'arrêté précité, à savoir :

- l'indemnité est calculée par application du tarif ci-après,
- la base de calcul est assise sur la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement des trois derniers exercices clos, à l'exception des opérations d'ordres,
- tarif :

de 0,00 € à 7 622,45 €	3 ‰
de 7 622,46 € à 30 489,80 €	2 ‰
de 30 489,81 € à 60 979,60 €	1,5 ‰
de 60 979,61 € à 121 959,21 €	1 ‰
de 121 959,22 € à 228 673,52 €	0,75 ‰
de 228 673,53 € à 381 122,54 €	0,5 ‰
de 381 122,55 € à 609 796,07 €	0,25 ‰
au delà de 609 796,07 €	0,1 ‰

DECIDE d'attribuer l'indemnité de conseil à Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016 jusqu'à la fin de sa gestion.

Les crédits nécessaires au règlement de cette indemnité sont inscrits à l'article 6225 du budget communal.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

<b>INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUÉE AU TRESORIER POUR LA REGIE DE LA TOUR</b>
---

Le rapporteur expose à l'assemblée que Madame Sylvie DENNETIERE a cessé ses fonctions le 30 juin 2016 et a été remplacée par Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016. Il convient de fixer les modalités d'indemnisation du Trésorier.

Il rappelle l'arrêté interministériel paru au Journal Officiel du 16 décembre 1983 qui a défini les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil au trésorier.

Cette indemnité rémunère les prestations de conseil et d'assistance à caractère facultatif, fournies par le comptable en matière budgétaire, économique, financière et comptable, notamment dans les domaines relatifs à :

- l'établissement des documents budgétaires et comptables
- la gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie,
- la gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises
- la mise en œuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières.

Le Conseil municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics, aux agents des services extérieurs de l'État,

Vu le décret n° 2005-441 du 2 mai 2005 relatif aux conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services déconcentrés de l'État ou des établissements publics de l'État et modifiant le décret n°82-979 du 19 novembre 1982,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attributions de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor, chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Vu la délibération 2014-124 du 06 juin 2014, attribuant à Madame Sylvie DENNETIERE l'indemnité de Conseil au Trésorier du Trésor Public de Crest,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 27 octobre 2016,

CONSIDERANT que Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER a succédé à Madame Sylvie DENNETIERE à compter du 1er juillet 2016 au poste de Trésorier de la Trésorerie de Crest,

CONSIDERANT, l'accord de Véronique MAZEYRAT-PASQUIER sur l'ensemble des prestations de conseils et d'assistance,



Après en avoir délibéré,

ABROGE la délibération 2014-124 , à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016,

PROPOSE d'attribuer à Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER, Trésorière de la Trésorerie de Crest, ayant donné son accord sur l'ensemble de ces prestations ci-dessus désignées, l'indemnité de conseil selon les termes de l'article 4 de l'arrêté précité, à savoir :

- l'indemnité est calculée par application du tarif ci-après,
- la base de calcul est assise sur la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement des trois derniers exercices clos, à l'exception des opérations d'ordres,
- tarif :

de 0,00 € à 7 622,45 €	3 ‰
de 7 622,46 € à 30 489,80 €	2 ‰
de 30 489,81 € à 60 979,60 €	1,5 ‰
de 60 979,61 € à 121 959,21 €	1 ‰
de 121 959,22 € à 228 673,52 €	0,75 ‰
de 228 673,53 € à 381 122,54 €	0,5 ‰
de 381 122,55 € à 609 796,07 €	0,25 ‰
au delà de 609 796,07 €	0,1 ‰

DECIDE d'attribuer l'indemnité de conseil à Madame Véronique MAZEYRAT-PASQUIER à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016 jusqu'à la fin de sa gestion.

Les crédits nécessaires au règlement de cette indemnité sont inscrits à l'article 6225 du budget annexe de la régie de la Tour.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

<b>PERSONNEL COMMUNAL : RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL</b>
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que le départ d'un agent nécessite la mise en œuvre d'une procédure de recrutement. Le poste laissé vacant relève de la filière administrative.

Le Conseil municipal,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les article 34 et 3-3 2°,  
Vu le tableau des effectifs,  
Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 27 octobre 2016,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** de recruter un directeur pour les services de l'action culturelle et du patrimoine.

**PRECISE que :**

- ce recrutement interviendra sur un poste d'attaché territorial (laissé vacant) à temps complet,
- le directeur du service culturel et patrimoine a en charge la direction, l'organisation, la gestion administrative et financière du service. Il élabore, met en œuvre, évalue la politique culturelle et patrimoniale de la ville. Il assure les relations avec les partenaires touristiques.
- les qualifications exigées pour ce poste correspondent aux diplômes niveau II ou I (sciences de l'histoire, maîtrise d'histoire/patrimoine/de l'art, métiers des archives ou et de la documentation,...),
- compte tenu des besoins du service et de la nature des fonctions relevant de la catégorie A, nécessitant une spécialisation en gestion et développement d'un service culturel, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi pourra être pourvu par un agent contractuel, de catégorie A de la filière administrative, dans les conditions fixée par l'article 3-3 2° de la loi 84-53. Le contrat pourra être d'une durée de trois et pourra être renouvelé par reconduction expresse pour une durée maximale de six ans,
- la rémunération du poste sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade d'Attaché territorial, plafonnée au 12ème échelon du grade. Un régime indemnitaire pourra être attribué à l'agent contractuel.

**APPROUVE** les conditions de ce recrutement.

**DONNE** pouvoir au Maire ou son représentant pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget annexe primitif 2015, chapitre 012, section de fonctionnement chapitre 64.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest